

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 150 (2005)
Heft: 6-7

Artikel: Le Sandjak de Novi Pazar, carrefour de l'islam radical dans les Balkans?
Autor: Dérens, Jean-Arnault
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346508>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Sandjak de Novi Pazar, carrefour de l'islam radical dans les Balkans?

Le Sandjak de Novi Pazar est un carrefour. Cette petite région, partagée entre la Serbie et le Monténégro depuis les guerres balkaniques de 1912-1913, juxta la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. Alors que les relations entre Slaves orthodoxes et musulmans, ces derniers étant légèrement majoritaires, sont très mauvaises, le Sandjak a réussi à éviter de sombrer dans les guerres civiles des années 1990. Le calme précaire doit beaucoup aux différents réseaux du crime organisé qui s'entrecroisent dans la région, notamment à Novi Pazar. Une éventuelle séparation du Monténégro et de la Serbie remettrait pourtant en cause l'unité du Sandjak.

■ Jean-Arnault Dérens

Dans le même temps, la société musulmane du Sandjak est affectée par un phénomène de réislamisation, impulsé par la dynamique mufti de Novi Pazar, Muamer Zukorlic. Le Sandjak est-il également en train de devenir une plaque tournante de l'islam radical en Europe?

Une région ballottée par les vents de l'histoire

L'émergence de l'identité spécifique du Sandjak de Novi Pazar doit beaucoup au hasard. Sandjak désigne une circonscription administrative ottomane. Après la *Crise d'Orient* de 1876-1878 et l'expansion territoriale des deux principautés de Serbie et de Monténégro, le Congrès de Berlin décida de maintenir sous possession otto-

mane le Sandjak de Novi Pazar, afin d'empêcher les deux États slaves indépendants d'obtenir une frontière commune¹. De ce fait, le Sandjak devint une zone refuge pour les populations musulmanes des Balkans.

Afin de garantir les droits ottomans dans le Sandjak, le Congrès de Berlin avait prévu le déploiement de troupes austro-hongroises dans la région. A l'issue de la Première Guerre balkanique (1912), le Sandjak fut partagé entre la Serbie et le Monténégro.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les montagnes du Sandjak furent une zone active de résistance où s'opposèrent les partisans communistes de Tito et les tchétniks serbes. En 1943-1944, un Comité anti-fasciste de libération nationale du Sandjak fut créé, et cette étape aurait pu déboucher sur la reconnaissance de cette région

par le fédéralisme de la Yougoslavie socialiste, soit comme République fédérée, soit au moins comme province autonome²... Le futur dissident Milovan Djilas, qui présida à la définition des frontières entre les entités fédérées, ne retint pourtant pas cette hypothèse, et le Sandjak, dépourvu de toute existence administrative, fut partagé entre les républiques fédérées de Serbie et du Monténégro, la frontière passant sur la même ligne qu'en 1912.

La population de la région se partage entre orthodoxes et musulmans, et les identités nationales sont bien moins établies que les identités confessionnelles. A l'époque de la Yougoslavie socialiste, trois peuples cohabitaient dans le Sandjak: les habitants de tradition orthodoxe de la partie serbe du Sandjak étaient des Serbes, ceux de la partie monténégrine des Monténégrins. Quant aux Slaves

¹ Pour trouver des aperçus généraux sur la région, voir Catherine Lutard: *Géopolitique de la Serbie-Monténégro. Bruxelles, Complexe, 1998*; J.A. Dérens: *Balkans: la crise. Paris, Gallimard, 2000*.

² Les comités anti-fascistes de libération nationale ont en effet servi de base aux futures entités fédérées de la Yougoslavie socialiste.

musulmans, ils se définissaient comme Musulmans, au sens national du terme, tout comme en Bosnie-Herzégovine.

En 1992, la Bosnie-Herzégovine devient indépendante. De ce fait, les Musulmans ne peuvent plus prétendre constituer un peuple de la nouvelle Fédération yougoslave, qui ne regroupe plus que deux républiques, la Serbie et le Monténégro, et deux peuples, les Serbes et les Monténégrins, ainsi que des minorités nationales... Voici les Slaves musulmans du Sandjak réduits au rang de minorité nationale, mais sous quel nom ? Deux ethnonymes sont en concurrence : celui de Musulmans, au sens national, en héritage de l'ancienne Yougoslave, et celui de Bosniaques, comme les co-nationaux/coreligionnaires de Bosnie-Herzégovine³.

Belgrade, Podgorica ou Novi Pazar ?

Les différentes communautés ethno-confessionnelles du Sandjak cohabitent, mais sans guère se mêler. Il est illusoire de parler de multiethnicité, quand chaque village est mono-ethnique. On estime que les Slaves musulmans représentent environ 60% des 600 000 habitants du Sandjak, partie serbe et partie monténégrine réunies. Dans l'est de la région, vers le Kosovo, deux communes sont pres-

que exclusivement musulmanes : Tutin, côté serbe, et Rozađe, côté monténégrin. De même, le pourcentage de musulmans est-il supérieur à 95% dans la commune serbe de Sjenica, et proche de 80% à Novi Pazar. Ailleurs, comme à Priboj ou Nova Varos, on ne compte pas de musulmans, tandis que les deux communautés sont de poids similaire à Prijepolje. Côté monténégrin, les orthodoxes sont également majoritaires à Berane, tandis que les musulmans l'emportent à Bijelo Polje, en plus de Rozaje.

En 1992, les nationalistes musulmans du Parti d'action démocratique (SDA), antenne locale du parti d'Alija Izetbegovic, au pouvoir à Sarajevo, organisent un référendum clandestin d'autodétermination du Sandjak, sur le modèle du référendum organisé par les Albanais du Kosovo. Cette consultation n'est organisée que dans la partie serbe de la région. Seuls les Musulmans prennent part à cette consultation, et ils se prononcent en écrasante majorité pour le droit à l'autodétermination de la région.

Dirigé par un chirurgien dentiste, le docteur Sulejman Ugljanin, le SDA se fait alors le chantre d'une affirmation nationale des Musulmans du Sandjak, en revendiquant l'ethnonyme de Bosniaques. Sur la même ligne que les courants les plus radicaux de Sarajevo, le SDA et

le Conseil national bosniaque du Sandjak (BNVS), placé sous sa coupe, revendiquent même une langue bosniaque, différente du serbe ou du serbo-croate.

En 1993, le SDA rédige un *Mémoire pour l'établissement d'un statut spécial du Sandjak*, évoquant la possibilité d'un retour aux frontières d'avant 1912. Ce mémoire sera réactualisé en 1999. Peu après le référendum clandestin de 1992, Sulejman Ugljanin doit s'exiler et il ne revient au pays qu'à l'automne 1996, quand le SDA conquiert la municipalité de Novi Pazar. En fait, un jeu trouble semble avoir uni le dirigeant bosniaque au régime de Slobodan Milosevic, le radicalisme verbal de Sulejman Ugljanin n'étant que le corollaire du blocage total de la situation sur le terrain. L'influence du SDA et du BNVS se limite à la partie serbe du Sandjak.

L'évolution est bien différente au Monténégro, où les Musulmans se sentent beaucoup mieux intégrés que ceux de la partie serbe du Sandjak. A partir de 1996, l'homme fort du Monténégro, Milo Djukanovic, alors premier ministre, prend ses distances avec Belgrade. Le discours souverainiste mis en avant par Milo Djukanovic s'accompagne d'une exaltation du caractère multiethnique de la société monténégrine. Les Slaves musulmans et les Albanais du petit pays sont courtisés et vont

³ Officiellement, en Bosnie-Herzégovine, le terme de Musulman, au sens national, a été remplacé par celui de Bosniaque. Il faut distinguer entre les Bosnjaci, c'est-à-dire les Bosniaques musulmans, et les Bosanci, c'est-à-dire tous les citoyens de Bosnie, Bosnjaci, Serbes et Croates. La distinction Bosanac (pl. Bosanci) / Bosnjak existe en anglais, avec le couple Bosnian / Bosniac. En français, le néologisme Bosnien a parfois été proposé pour traduire Bosanac.

assurer, au moins pour plusieurs années, les succès électoraux de Milo Djukanovic.

Ce dernier passe un pacte de nature *impériale* avec les communautés minoritaires, comparable au système de gestion mis en place par l'Empire ottoman ou le pouvoir titiste. Ce pacte repose sur l'équation protection contre allégeance politique. Aux Musulmans effrayés par les guerres de Bosnie et du Kosovo, Milo Djukanovic promet que, jamais, ils ne seront les victimes d'une guerre civile au Monténégro. Accessoirement, il permet aussi aux minorités nationales de développer librement une série de trafics. Le succès de cette *intégration* des Musulmans du Monténégro est tel que les partis *ethniques* ou *ethnico-religieux* sont toujours restés confinés à des scores marginaux.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que les Slaves musulmans du Sandjak monténégrin aient longtemps rejeté l'appellation de Bosniaques, au profit de celle de Musulmans, voire de Monténégrins musulmans... Il y a quelques années, on pouvait même entendre à Rozaje ou à Plav des réflexions du type: «Nous sommes des Musulmans, pas des Bosniaques, les Bosniaques, ce sont des intégristes», le radicalisme politique des courants bosniaques du Sandjak serbe étant associé, de manière pas forcément justifiée, à l'extrémisme religieux.

Cette situation est cependant en train de changer. Le dernier recensement monténégrin, organisé à l'automne 2003, révèle un véritable séisme identitaire dans la petite république⁴. De 1991 à 2003, le pourcentage des Serbes a explosé, passant de 10 à 30% des 650000 citoyens du Monténégro: lors des recensements, la déclaration de nationalité est en effet librement remplie par les interrogés, et les militants des partis de l'opposition pro-serbe ont essayé de transformer le recensement en référendum contre l'indépendance du Monténégro. Dans le même temps, les 17% de musulmans recensés en 1991 ont éclaté en deux blocs de poids égal, la moitié se déclarant désormais Bosniaques. Le ralliement à cette identité exogène est un signe fort de l'essoufflement du *système* Djukanovic.

Le ralliement à une identité nationale bosniaque de part et d'autre de la frontière ne signifie pas, pour autant, que les différences s'atténuent entre le Sandjak serbe et le Sandjak monténégrin. Trois centres religieux restent toujours en conflit ouvert pour le contrôle des populations musulmanes du Sandjak. En 1994, la Communauté islamique de Yougoslavie a été officiellement remplacée par une nouvelle Communauté limitée aux musulmans de Bosnie-Herzégovine. La charge de Reis-ul-Ulema, jusqu'alors assumée par Jakup Selimovski, fut confiée à Mustafa Cerić.

Cette centralisation sur la Bosnie a laissé les musulmans du Sandjak privés de structures d'encadrement⁵.

Les autorités de Podgorica ont réagi à cet éclatement en suscitant la création d'une charge de Reis-ul-Ulema du Monténégro, ayant autorité sur tous les musulmans, slaves et albanais, de la petite république. Côté serbe, le mufti de Belgrade n'a jamais réussi à imposer son autorité sur le Sandjak où Muamer Zukorlic a restauré la charge de mufti de Novi Pazar, qu'il assume depuis 1994.

Nationalisme laïc ou affirmation religieuse?

Le SDA de Sulejman Ugljanin est soumis à la concurrence de plus en plus vive du Parti démocratique du Sandjak (SDP) de Rasim Ljajic, qui s'est emparé de la mairie de Sjenica lors des élections d'octobre 2004. L'opposition entre les deux hommes remonte au début des années 1990. Quand Sulejman Ugljanin met en avant l'identité nationale et n'exclut pas l'hypothèse d'une sécession du Sandjak, Rasim Ljajic parle de régionalisation de la Serbie et joue un rôle actif dans le regroupement des forces démocratiques de tout le pays. Après la chute du régime de Slobodan Milosevic, en 2000, Rasim Ljajic est devenu ministre fédéral des Minorités et des Droits de l'homme, un

⁴ Lire Amaël Cattaruzza: «Recensement: les enjeux pour le Monténégro», Le Courrier des Balkans, <http://www.balkans.eu.org/article3796.html>

⁵ Lire X. Bougarel et N. Clayer (dir.): Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme 1990-2000. Paris, Maisonneuve et Larose, 2001.

maroquin qu'il occupe toujours dans le cadre de la nouvelle Union de Serbie et Monténégro. Cette position enviable à Belgrade lui a permis de sortir de la marginalité politique, et il fait désormais à peu près jeu égal avec son rival Ugljanin.

La ligne de fracture politique entre les deux courants paraît bien claire: le SDP décentralisateur et démocrate de Rasim Ljajic s'oppose aux nationalistes bosniaques du SDA. Sur le chapitre des relations avec la religion, les positions des deux partis sont beaucoup moins tranchées. Le SDA s'appuie sur un important réseau de notables locaux, notamment les imams de villages. Cependant, ce parti ne place pas l'islam au cœur de son projet politique, centré sur l'affirmation d'une identité nationale du peuple bosniaque: si l'islam est bien le paradigme identitaire fondamental de ce peuple, le SDA développe pourtant un projet politique d'inspiration nationaliste laïque. Les mauvaises relations que le SDA entretient avec le mufti Zukorlic ont amplifié cette évolution vers un projet politique laïc.

A l'inverse, le SDP de Rasim Ljajic n'insiste pas sur l'affirmation nationale du peuple bosniaque, ce qui lui vaut une réputation un peu rapide de modération. Rasim Ljajic est de longue date un interlocuteur privilégié des courants démocratiques serbes et de la communauté internationale. Pourtant, le clan Ljajic ne manque pas d'entretenir des relations étroites avec certains cercles criminels ainsi qu'avec les milieux islamistes les plus radicaux.



La nouvelle islamisation

Même s'ils ne sont pas nombreux, la présence de jeunes convertis est fortement visible dans le centre de Novi Pazar, tout comme celle de jeunes filles portant un voile noir épais, qui n'appartient pas à la tradition balkanique, mais dont le modèle a été importé du Proche-Orient. L'immeuble abritant le siège de la Communauté islamique, de la Mesihat (administration du mufti) et la medresa sert de point de ralliement à cette petite société islamiste.

La medresa de Novi Pazar joue un rôle essentiel dans la stratégie de reconquête religieuse lancée par Muamer Zukorlic, un jeune homme de trente-cinq ans, devenu mufti de Novi Pazar sans même avoir achevé des

études de théologies entamées en Algérie. Muamer Zukorlic, qui maîtrise habilement sa communication, proche des courants salafistes, veut imposer l'image d'un islam tranquille mais conquérant, ayant réponse à tous les problèmes de la vie quotidienne. Dans sa stratégie de reconquête, le dispositif de formation joue un rôle essentiel, à commencer par la medresa de Novi Pazar, qui a ouvert ses portes à la fin des années 1990.

Dans une région pauvre, où les perspectives économiques sont très limitées, s'engager dans le parcours de formation de la medresa, pour devenir imam, est un investissement intéressant pour les familles. Nombre de jeunes gens affluent à Novi Pazar afin de s'assurer une prébende confortable. Seuls les plus motivés et les plus

brillants poursuivront leurs études à l'Université de théologie islamique de Sarajevo et/ou dans les universités du monde arabo-musulman. Les bourses d'études sont généreusement proposées aux étudiants.

Toutes les publications de la Mesihat de Novi Pazar, placées sous la responsabilité du mufti Zukorlic, proposent une relecture de l'histoire de la région, qui valorise l'apport ottoman mais qui, surtout, impose une conception orthodoxe de l'islam. Le mufti Zukorlic est très engagé à faire disparaître toute trace de pratiques déviantes de l'islam, notamment celles des derviches soufis d'inspiration chi'ite.

Le dispositif de formation inauguré avec la medresa est complété en 2002 par la création d'une Université de Novi Pazar, officiellement placée sous la direction du mufti. Cette Université privée dispense des formations théologiques, mais aussi des cours de pédagogie, de psychologie, de langues orientales et occidentales. Le financement de cette Université n'est pas connu. Bien qu'elle compte à peine mille étudiants inscrits, elle bénéficie du soutien tacite des plus hautes autorités de l'État.

Fin politique, le mufti Muamer Zukorlic entretient les meilleures relations avec les dirigeants démocrates de Belgrade. Il était notamment fort lié à l'ancien Premier ministre Zoran Djindjic. Ces bonnes relations reposent sur un marché très simple: le *revival* religieux comme contrepoids au nationalisme, aux tendances séparatistes et aux désordres sociaux...

Le mufti Zukorlic entretient aussi des relations très privilégiées avec le ministre Ljajic: originaires du même village, les familles des deux hommes entretiennent un vague cousinage.

Un carrefour mafieux

Le Sandjak est, de très longue date, un carrefour commercial: c'est là que s'entrecroisaient plusieurs routes majeures des caravanes traversant la péninsule balkanique. La vocation commerciale de Novi Pazar ne s'est jamais démentie au cours de l'histoire et, aujourd'hui encore, des dizaines d'autobus partent chaque jour de la gare routière de cette ville vers Istanbul. Le Sandjak constitue le *pont naturel* entre la Bosnie, le Kosovo, la Serbie et le Monténégro. Cette fonction dépend du degré et des conditions d'ouverture des frontières.

Quand les sanctions internationales frappaient la Serbie mais épargnaient partiellement le Monténégro (1998-2000), le Sandjak monténégrin était devenu une sorte de vaste supermarché où transitaient toutes les marchandises nécessaires au Kosovo aussi bien qu'à la Serbie. La redéfinition des relations entre la Serbie et le Monténégro, en revanche, a entraîné la création d'une frontière interne entre les deux républiques associées, qui n'ont pas pu harmoniser leurs tarifs douaniers. Les barrières fiscales constituent un frein notoire aux échanges.

A la fin des années 1980, les grandes entreprises textiles d'État de Novi Pazar sont tombées en faillite et des centaines d'ateliers privés ont ouvert. Dans les

années 1990, la ville, en plus du commerce, s'est spécialisée dans la production de vêtements en toile de jean. En 2003, près de 2000 entreprises familiales fonctionnent encore dans cette ville de 100000 habitants, malgré la crise sévère qui frappe cette activité depuis quelques années. Les ateliers de Novi Pazar se sont en effet spécialisés dans la contrefaçon de grandes marques internationales. Paradoxalement, le régime d'isolement international de la Serbie, rendant impossible toute répression des fraudes, a permis à cette activité de prospérer. La production de Novi Pazar inonde un vaste marché, allant jusqu'en Asie centrale. Aujourd'hui, les contrôles sont beaucoup plus stricts, et la concurrence chinoise, tirant les prix à la baisse, entraîne la ruine des fabricants de Novi Pazar.

Seules les activités criminelles permettent à la région de survivre. La proximité du Kosovo et de la Bosnie-Herzégovine, avec leurs colonies de militaires et de fonctionnaires étrangers, alimente le marché du sexe, et le Sandjak est un nœud majeur dans les trafics d'êtres humains. La région figure en bonne place dans les itinéraires des voitures volées, notamment Rozaje, dans le Sandjak monténégrin, où cette activité s'est développée avec la tacite autorisation des autorités politiques et de la police locale. Le Sandjak représente une étape importante sur les routes balkaniques de la drogue, d'autant plus que la consommation locale est très importante: à Novi Pazar, la police avance le chiffre d'un millier d'héroïnomanes.

Histoires de familles et d'intérêts

Les barons mafieux du Sandjak pratiquent plusieurs activités: une entreprise privée légale sert de vitrine, et ils s'adonnent au trafic des êtres humains ou de la drogue. Avec une spécialité locale, l'assurance des cargaisons de drogue transitant à travers les Balkans. L'homme-clé de ces trafics aurait longtemps été Esad Ljajic, le frère du ministre Rasim Ljajic. A l'instar de quelques autres caïds de Novi Pazar, il aurait servi de garant, s'engageant sur la sécurité d'une cargaison de drogue transitant depuis la Turquie vers l'Europe occidentale. Cette fonction d'assurance assumée par les mafieux de Novi Pazar limite les risques par rapport à la police, puisque les stupéfiants n'ont même pas besoin de passer physiquement par le Sandjak.

Durant la vaste campagne lancée contre le crime organisé en Serbie au printemps 2003, après l'assassinat du premier ministre Zoran Djindjic, la vague d'arrestations a relativement épargné le Sandjak. Une figure comme Esad Ljajic s'était pourtant éclipsée dans la nature, ce qui ne l'a pas empêché de succomber à un *empoisonnement* fort suspect au printemps 2004.

Depuis quelques années, le mufti a décidé de s'attaquer de front au problème de la consommation de drogue: l'été, il organise des stages de désin-

toxication dans les montagnes qui entourent la ville, avec la bénédiction de la police, qui reconnaît son incapacité à développer un travail de prévention. Les camps sont naturellement encadrés par les jeunes islamistes militants qui gravitent dans l'entourage de Muamer Zukorlic. Certains citoyens de Novi Pazar demeurent néanmoins perplexes, soulignant la double vie que mènent beaucoup de jeunes désœuvrés, qui s'affichent pieux musulmans pour rassurer leurs familles, tout en continuant à consommer de l'alcool et de la drogue.

La misère sociale et culturelle de Novi Pazar explique en bonne part cette situation. L'effondrement de la production textile prive la région de toute perspective économique saine, tandis que le Sandjak et sa capitale ressemblent de plus en plus à un désert culturel, que la Serbie et le Monténégro ont largement laissé partir en déshérence. Le dernier cinéma de Novi Pazar a fermé ses portes il y a des années. Seul le complexe religieux organisé autour de la medresa et maintenant de l'Université représente un pôle de dynamisme dans la ville.

Un carrefour de l'islam radical?

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les services de renseignements américains gardent un œil encore plus vigilant sur les Balkans. Déjà, immédiatement après la guerre de Bosnie, des opéra-

tions de commandos avaient été lancées contre les bases des volontaires internationaux du *jihad* établis dans ce pays. Plusieurs citoyens bosniaques sont détenus à Guantanamo.

La présence de réseaux islamistes au Kosovo, régulièrement évoquée mais jamais confirmée, est un serpent de mer, et différents services de renseignements occidentaux agissent dans la plus grande discrétion. Ils se heurtent cependant à un obstacle majeur: le sanctuaire que représente le Sandjak de Novi Pazar, partie intégrante d'un État souverain, la Serbie et Monténégro, qui n'apprécie guère de voir les agents secrets étrangers pulluler sur son sol. L'intérêt pour la région des divers réseaux radicaux, locaux, régionaux ou transnationaux, est pourtant évident.

Certains analystes craignent la formation d'une *dorsale verte*, unissant le Kosovo à la Bosnie par le Sandjak, et pouvant servir aussi bien au développement de divers trafics qu'à la diffusion d'un islam radical⁶. Le Sandjak, aussi bien serbe que monténégrin, représente déjà une zone où l'autorité des États est fort relative et où la communauté internationale n'a aucun droit de regard, contrairement à la situation qui prévaut au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. De surcroît, le Gouvernement de Belgrade, surtout attaché à conserver une paix sociale immédiate, semble disposé à tolérer la dérive mafieuse du Sandjak et la consolidation d'un islam radical.

J.-A. D.

⁶ Lire Kiro Nikolovski: « Come nasce la dorsale verde », Limes, 3, 1998, pp. 15-27.